

II. Commerce et développement: tendances récentes et rôle de l'OMC

Le Rapport sur le commerce mondial 2014 examine comment de nombreuses économies en développement réussissent à tirer parti du commerce pour s'assurer une croissance rapide. Il analyse quatre tendances récentes – la montée de nouveaux acteurs mondiaux, le développement des chaînes de production, la hausse du prix des produits de base et l'interdépendance économique croissante – qui transforment la manière dont les pays en développement tirent parti de leur intégration dans l'économie mondiale. Les règles, les flexibilités, l'assistance technique et l'infrastructure institutionnelle de l'OMC ont aidé ces pays à tirer avantage de ces tendances, à s'y adapter et à atténuer les risques en découlant. Le système commercial multilatéral devra lui-même continuer à s'adapter pour pouvoir contribuer à la pleine réalisation du potentiel de développement inhérent à la transformation en cours de l'économie mondiale.

A. Introduction

La mondialisation est en train de transformer le développement. Par son ampleur et sa rapidité, l'essor récent du monde en développement est sans précédent, éclipsant celui des nouveaux pays industrialisés après la Seconde Guerre mondiale et celui de l'Europe et de l'Amérique du Nord à la fin du XIX^e siècle. De nombreux facteurs expliquent le décollage économique du monde en développement. L'un des plus importants est son intégration dans l'économie mondiale, qui lui assure un nouvel accès aux marchés, à la technologie et à l'investissement. L'essor des économies en développement est l'une des quatre tendances récentes qui offrent de nouvelles possibilités de développement tout en créant de nouveaux défis. Il en va de même des trois autres tendances analysées ici: le développement des chaînes de production, le niveau élevé des prix des produits de base et l'interdépendance économique croissante.

Sommaire

1	Quatre tendances récentes dans le domaine du commerce	42
2	Développement et commerce: une analyse historique	44

Faits saillants et principales constatations

- Quatre tendances nouvelles influent sur la relation entre le commerce et le développement depuis le début du millénaire. Il en résulte de nouvelles possibilités et de nouveaux défis, en particulier pour les pays en développement.
- Ces quatre tendances sont la croissance économique de nombreux pays en développement (section B), l'intégration croissante de la production mondiale par le biais des chaînes d'approvisionnement (section C), la hausse des prix des produits agricoles et des ressources naturelles (section D) et l'interdépendance grandissante de l'économie mondiale, qui fait que les chocs se répercutent plus rapidement dans le monde entier (section E). Cette transformation du paysage du commerce et du développement a aussi des conséquences pour l'OMC (section F).
- Depuis la révolution industrielle, le développement économique s'est élargi, approfondi et accéléré. Au XIX^{ème} siècle, il s'est étendu rapidement de l'Angleterre à l'Europe de l'Ouest et à l'Amérique du Nord. Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon et les nouveaux pays industriels ont vite rattrapé leur retard et, depuis les années 1980, de nombreux pays en développement connaissent une industrialisation encore plus rapide.
- Ces épisodes de développement se sont accompagnés d'un accroissement des échanges, stimulé par la réduction des obstacles au commerce et des coûts du commerce. Pendant les périodes de contraction des échanges, comme l'entre-deux-guerres, la croissance économique a été plus faible.

L'essor du monde en développement est l'événement économique le plus marquant de notre temps. En partie grâce à des politiques économiques plus extraverties, grâce à l'impact des nouvelles technologies de transport et de communication et grâce à l'ouverture sans précédent de l'économie mondiale, les économies émergentes ont pu profiter de la mondialisation pour atteindre des taux de croissance économique jamais vus: depuis 2000, onze économies représentant la moitié de la population mondiale enregistrent collectivement une croissance de plus de 6% par an.¹ Depuis 1980, la part du monde en développement dans le commerce mondial est passée d'un tiers à près de la moitié. La Chine, exemple le plus évident, est devenue le premier exportateur mondial, alors qu'elle n'était que 32^{ème} il y a 30 ans. La plupart des pays en développement ont vu leur économie croître en même temps que leur part du commerce mondial augmentait de façon spectaculaire. La Chine, avec ses 1,35 milliard d'habitants, a enregistré une croissance moyenne de 10% par an au cours des 30 dernières années. L'Inde, avec ses 1,2 milliard d'habitants, a connu une croissance de 7,5% par an entre 2000 et 2011, mais celle-ci a ralenti depuis peu. Bien que l'attention se soit focalisée sur ces géants émergents, cette remarquable histoire de développement favorisée par le commerce concerne des pays de toute taille et de toute région, de l'Indonésie, de l'Éthiopie et du Chili au Cambodge, au Ghana et au Qatar.

La croissance économique n'est pas la seule condition du développement, mais c'est une condition nécessaire, ce qui explique pourquoi bon nombre de ces pays font aussi d'énormes progrès en termes de santé, d'éducation, de niveau de vie et de réduction de la pauvreté. Comme l'a fait remarquer l'ONU en 2013, « [j]amais dans l'histoire les conditions de vie et les perspectives d'avenir de tant de personnes n[ont] changé si radicalement et si vite » (Programme des Nations Unies pour le développement, 2013). Cependant, le ralentissement enregistré récemment par plusieurs pays en développement – mais pas par la majorité d'entre eux – à la suite de la Grande Récession de 2008-2009 rappelle que le progrès n'est ni inévitable ni irréversible. L'intégration réussie dans une économie mondiale turbulente, volatile et en évolution constante est un processus difficile pour les pays en développement, rendu encore plus ardu par la nécessité de répartir au niveau national les avantages et les coûts de la croissance économique et de l'ajustement pour s'assurer un soutien politique en faveur de l'ouverture commerciale. Plusieurs obstacles économiques et politiques – qu'ils soient d'origine interne ou externe – pourraient encore empêcher les pays en développement de maintenir leur trajectoire de croissance actuelle.

La poursuite de l'essor des pays en développement dépendra avant tout du maintien d'une économie mondiale ouverte. Cette tâche est devenue à la fois plus difficile et plus importante. De même que l'expansion du commerce transforme le développement – offrant de nouvelles possibilités d'exportation, améliorant l'accès au capital et

aux ressources et stimulant la diffusion des technologies, l'adaptation et l'innovation –, l'essor du monde en développement transforme le système commercial. Les économies émergentes en croissance rapide comme la Chine créent une demande considérable de matières premières et d'intrants manufacturiers, entraînant dans leur sillage les autres économies en développement, tout en offrant de nouveaux débouchés pour les machines, les services et les technologies des pays industrialisés. Les économies en développement augmentent certes leur part du commerce mondial, mais c'est le commerce de tous les pays qui s'accroît. L'ascension vertigineuse de nouveaux géants commerciaux oblige toutes les économies, développées ou en développement, à s'adapter. Cela donne une économie mondiale plus complexe, à plusieurs vitesses et multipolaire.

Ce n'est pas seulement la puissance commerciale qui change, ce sont aussi les relations commerciales. L'expansion des chaînes d'approvisionnement mondiales – qui relient les économies nationales au sein de systèmes de production intégrés au niveau mondial – accroît considérablement l'interdépendance économique. Il en va de même de la croissance du commerce des services au cours des dernières années. Dans un monde de plus en plus interconnecté, la coordination mondiale des règles et des politiques assurée par le système commercial multilatéral est plus nécessaire que jamais.

1. Quatre tendances récentes dans le domaine du commerce

La première des quatre tendances mises en relief dans le présent rapport est l'essor économique des pays en développement et des pays émergents – qui est analysée de manière approfondie dans la section B. Ce n'est pas un hasard si l'élévation du niveau de vie dans les pays en développement depuis 2000 est allée de pair avec l'accroissement de leur part du commerce mondial. Grâce à l'adoption d'une politique d'ouverture commerciale et d'intégration, ces pays ont accès non seulement aux capitaux, aux technologies et aux ressources nécessaires pour alimenter leur industrialisation rapide, mais aussi à une demande extérieure de plus en plus forte pour leurs exportations en plein essor.

Les anciennes structures du commerce mondial dominé par les économies avancées du Nord se transforment à mesure que les économies émergentes du Sud deviennent de nouveaux pôles d'expansion des échanges. Depuis 1990, le commerce Sud-Sud – c'est-à-dire le commerce entre les économies émergentes et les autres économies en développement – est passé de 8% du commerce mondial à environ 25% actuellement, et il devrait atteindre 30% d'ici à 2030. Les couloirs commerciaux entre l'Asie et l'Amérique du Nord et entre l'Asie et l'Europe supplantent désormais l'ancien couloir transatlantique et les couloirs entre l'Afrique et l'Asie ou entre l'Amérique

latine et l'Afrique prennent de l'importance. Alors même que le Sud se taille une part croissante du commerce mondial, ce dernier continue de croître, de sorte que les pays en développement ont des marchés de plus en plus riches et diversifiés pour leurs exportations. En un mot, la montée de nouvelles puissances commerciales est un jeu à somme positive.

Malgré ces gains, les pays en développement ont encore un long chemin à parcourir pour se développer, car ils sont encore loin des pays industriels au regard de nombreux indicateurs économiques importants. Une grande partie de leur population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté. Les revenus dans les économies émergentes sont toujours bien inférieurs à ceux des économies développées. Et, bien que les succès à l'exportation des économies émergentes ouvrent de nouvelles possibilités et de nouvelles voies aux autres pays en développement, le rythme de la croissance parmi ces pays reste inégal. Certains connaissent une croissance forte et soutenue, tandis que d'autres ont du mal à dépasser le niveau de revenu intermédiaire, et d'autres encore reculent. Le rapport met en lumière l'importance croissante des pays en développement dans le système commercial mondial et examine comment l'OMC peut jouer un rôle plus central dans la réalisation de leurs objectifs de développement.

Une deuxième tendance, examinée dans la section C, est l'intégration croissante de la production mondiale – notamment l'expansion des chaînes d'approvisionnement –, qui transforme la nature du commerce et la manière dont les pays en développement se « connectent » à l'économie mondiale. La baisse du coût des transports et de la logistique, conjuguée au progrès des technologies de l'information et à l'ouverture accrue des économies, a facilité le « dégroupage » de la production non seulement à l'intérieur des pays, mais aussi entre eux. Les quatre cinquièmes du commerce mondial passent désormais par des multinationales qui implantent les différents stades ou les différentes tâches du processus de production dans les endroits de la planète où le rapport coût-efficacité est le meilleur.

Alors que, dans le passé, les chaînes de valeur étaient principalement Nord-Sud, aujourd'hui les chaînes de valeur Sud-Sud se développent également. Elles peuvent faciliter l'entrée des pays en développement dans l'économie mondiale en les reliant à des réseaux commerciaux établis, ce qui réduit le coût de l'intégration économique, et en permettant à ces pays de se concentrer sur les produits ou les secteurs pour lesquels ils ont un avantage comparatif, sans avoir besoin d'une base industrielle complète. Les chaînes de valeur influencent également les stratégies d'intégration commerciale des pays en développement.

Alors que la teneur moyenne des exportations en produits importés est d'environ 25% – et augmente au fil du temps

– et que près de 30% du commerce des marchandises consiste maintenant en produits intermédiaires ou en composants, la croissance des exportations dépend directement de l'augmentation des importations et de la suppression des obstacles à l'importation d'intrants. Comme les chaînes de valeur reposent sur l'intégration des plates-formes de production et pas seulement sur les flux commerciaux transfrontières, ces obstacles peuvent aller des barrières tarifaires et des goulets d'étranglement dans les transports aux normes différentes, aux restrictions à l'investissement et à l'inefficacité des fournisseurs de services. Le monde émergent de la « production dégroupée » offre un nouveau canal important pour la croissance du commerce et le développement, tout en mettant en relief les différences dans la capacité d'intégration des pays – ou dans la qualité de leur intégration –, ainsi que le prix à payer quand on reste en marge.

Une troisième tendance importante, examinée dans la section D, est la hausse des prix des produits agricoles et des ressources naturelles depuis 2000. Étant donné que certaines économies en développement à croissance rapide du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine sont devenues récemment des pays exportateurs riches en produits de base, l'attention se porte moins sur la manière dont ces économies peuvent se diversifier pour ne dépendre des ressources que sur la façon dont elles peuvent renforcer leur avantage comparatif lié aux ressources, comment ils peuvent en tirer plus de bénéfices (plus largement) et comment réduire l'impact négatif de l'alternance de cycles d'expansion et de récession qui caractérise généralement ces marchés. La section D indique plusieurs questions essentielles auxquelles il faut répondre pour que les pays en développement ayant un avantage comparatif réel ou potentiel dans le secteur de l'agriculture ou des ressources naturelles puissent tirer parti de la hausse des prix des produits de base. Ces questions portent notamment sur la nécessité de réduire les formes nouvelles et moins transparentes de protection commerciale, de garantir un rendement suffisant sur les ressources naturelles et de remédier aux problèmes sociaux et environnementaux pour assurer une croissance inclusive et durable.

En devenant plus interconnectée grâce au commerce, aux flux d'investissement et aux flux de technologies et de personnes, l'économie mondiale est également devenue plus interdépendante. C'est le sujet de la section E. Les avantages économiques d'une intégration plus large et plus profonde se diffusent plus rapidement entre les pays et les régions, mais les coûts économiques aussi, comme l'a montré la propagation mondiale des ondes de choc de la crise financière de 2008 et de la récession économique qui a suivi. Les décisions de politique publique prises dans un pays peuvent avoir des retombées simultanées et souvent inattendues sur de nombreux pays éloignés. Ces retombées peuvent affecter durement les pays en développement, notamment les plus petits et les plus

pauvres, qui n'ont pas la capacité d'amortir les chocs et qui sont très vulnérables à la volatilité économique.

Mais l'interdépendance et la diversification croissantes de l'économie mondiale présentent aussi des avantages importants. Sans la croissance vigoureuse et robuste du monde en développement après 2008, en particulier de la Chine et de l'Inde, les retombées économiques de la récession mondiale récente auraient été bien pires. À la différence de ce qui s'est produit lors des crises passées – comme celle des années 1930 –, le système économique mondial s'est révélé étonnamment résilient face à la Grande Récession de 2008-2009. La section E examine les leçons tirées de la crise récente concernant la réduction des risques et le renforcement de la sécurité en période de tourmente mondiale.

Les sections B à E suivent le même plan pour examiner les possibilités et les difficultés que ces quatre tendances du commerce représentent pour les pays en développement. Elles commencent par un exposé général des faits « stylisés » concernant ces tendances et leurs déterminants. Puis elles analysent les implications de ces tendances pour le développement, expliquant comment la participation aux chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix des produits de base et la récession mondiale ont déterminé en grande partie les différents modes de développement des pays au cours des 15 dernières années. Enfin, les quatre sections évoquent les politiques qui ont donné de bons résultats dans les économies émergentes. L'exposé met en relief les obstacles à surmonter pour que les autres pays en développement tirent parti de ces tendances et les politiques qui pourraient encore être nécessaires pour maximiser les avantages et réduire les risques.

Sur la base de cette analyse, la section F montre comment les règles et pratiques de l'OMC permettent de faire face aux défis du développement, et comment les flexibilités dont disposent les pays en développement et les pays les moins avancés dans le cadre des règles commerciales peuvent faciliter leur intégration.

L'expansion des échanges est peut-être essentielle pour le développement, mais elle n'est pas suffisante. Les pays qui ont réussi à tirer parti de la croissance du commerce et de l'économie pour assurer un développement inclusif, durable et reposant sur une large base – qu'il s'agisse d'amélioration de la santé et de l'éducation, d'augmentation des possibilités offertes aux femmes ou de réduction de la pauvreté – ont également appliqué une série de politiques visant non seulement à partager les gains (et les coûts) de l'ouverture des échanges, mais aussi à doter la société des moyens de profiter de l'intégration économique mondiale. Bien que ces politiques dépassent largement le cadre de la présente étude, le rapport considère que la répartition des revenus et non le revenu par habitant et la qualité de l'environnement sont des dimensions du développement. Cette large perspective est utile aussi pour comprendre comment le système commercial multilatéral peut

contribuer à un développement plus inclusif et plus respectueux de l'environnement, renforçant ainsi le soutien du public à la poursuite de l'ouverture commerciale et de la coopération économique mondiale.

L'ampleur et l'échelle de la dernière vague de développement économique mondial peuvent paraître en soi révolutionnaires, mais il s'agit en fait d'une évolution qui s'appuie sur des tendances apparues il y a 200 ans pendant la révolution industrielle. La section suivante examine ces tendances d'un point de vue historique, non seulement pour mieux comprendre la relation entre le commerce et le développement, mais aussi pour essayer de prévoir la direction que le processus pourrait prendre dans les années à venir.

2. Développement et commerce: une analyse historique

(a) Le développement économique mondial: élargissement, approfondissement et accélération

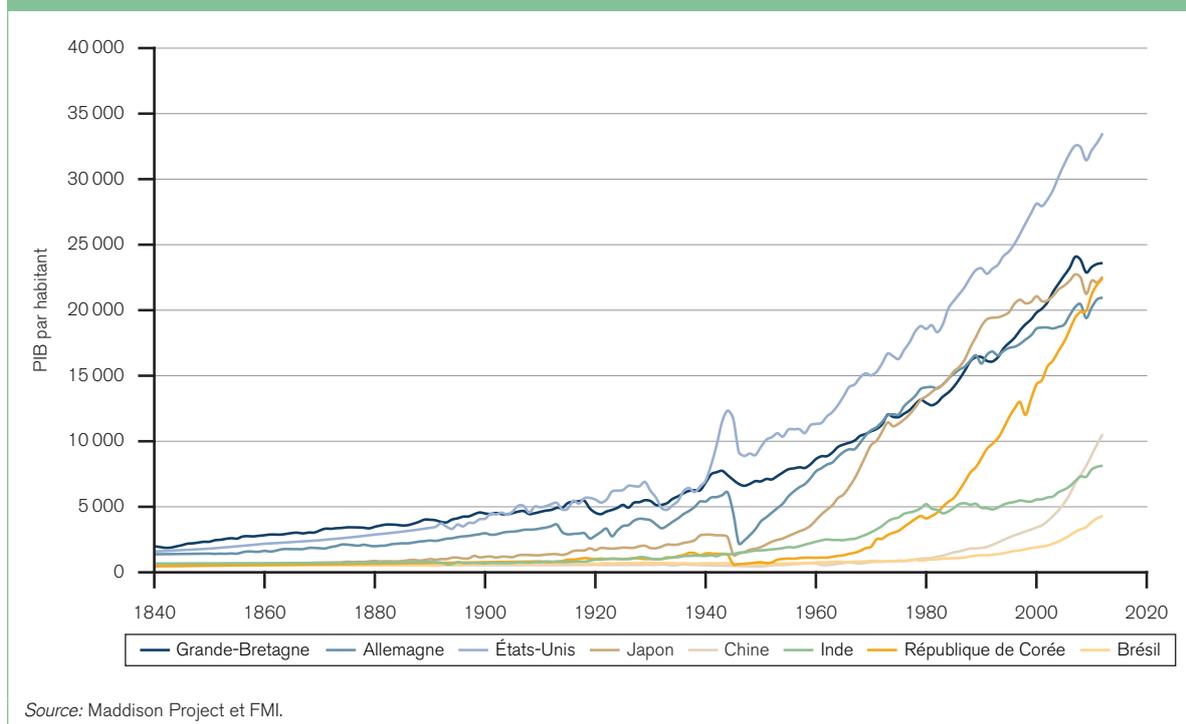
Il y a 200 ans, à la suite de la révolution industrielle, le monde est entré dans une période de croissance économique sans précédent, qui se poursuit de nos jours. D'abord lent et géographiquement limité, le progrès économique s'est peu à peu accéléré et amplifié, chaque phase – ou vague – de développement économique mondial étant plus rapide et plus large que la précédente (voir la figure A.1).²

La première vague, qui a eu lieu dans la seconde moitié du XIX^e siècle, a vu la Grande-Bretagne, plusieurs autres pays d'Europe occidentale et l'Amérique du Nord devancer le reste du monde en étant les premiers à s'industrialiser, processus appelé la « grande divergence » (Pritchett, 1997). Puis une autre vague, survenue après la Seconde Guerre mondiale, a vu les pays qui se développaient rapidement à l'époque – le Japon et les nouvelles économies industrialisées – rattraper rapidement l'Occident développé, alors même que les pays industriels avancés creusaient encore plus l'écart par rapport aux économies pauvres et moins développées, qui restaient à la traîne.

Une dernière vague, amorcée dans les années 1980, a vu une grande partie du reste du monde en développement, notamment les deux géants, la Chine et l'Inde, engager leur processus d'industrialisation rapide. Cette « grande convergence », qui ne fait que commencer à bien des égards, représente la phase de rattrapage économique la plus large et la plus rapide à ce jour. Comme l'a dit succinctement Martin Wolf, « jamais encore un aussi grand nombre de personnes – ou une aussi grande partie de la population mondiale – n'a vu son niveau de vie augmenter à ce point » (Wolf, 2004).

Cette accélération et cet élargissement du développement n'ont été possibles que parce que l'économie mondiale est

Figure A.1: PIB par habitant de certains pays, 1840-2012
(dollars internationaux Geary-Khamis de 1990)



devenue plus ouverte et plus intégrée. À chaque stade, l'expansion du commerce a été un puissant moteur du développement économique, ouvrant de nouveaux marchés, améliorant l'accès aux matières premières, favorisant la spécialisation internationale et stimulant la diffusion des technologies et l'innovation, ce qui a de nouveau stimulé l'expansion du commerce.

À chaque étape historique, il a fallu s'efforcer d'élaborer des règles et des structures internationales capables d'aider les pays à coordonner leurs intérêts économiques de plus en plus internationaux et à gérer les forces et les tensions puissantes libérées par le changement économique, telles que la montée de nouvelles puissances économiques, la diffusion des technologies et de la production et l'approfondissement de l'intégration économique mondiale. Les périodes d'ouverture économique relative – après le milieu du XIX^e siècle, après 1945 et après la Guerre froide – ont généralement coïncidé avec un développement économique mondial, tandis que les périodes de fragmentation commerciale et de protectionnisme – surtout dans l'entre-deux-guerres – ont été marquées par un arrêt ou un recul du développement économique.

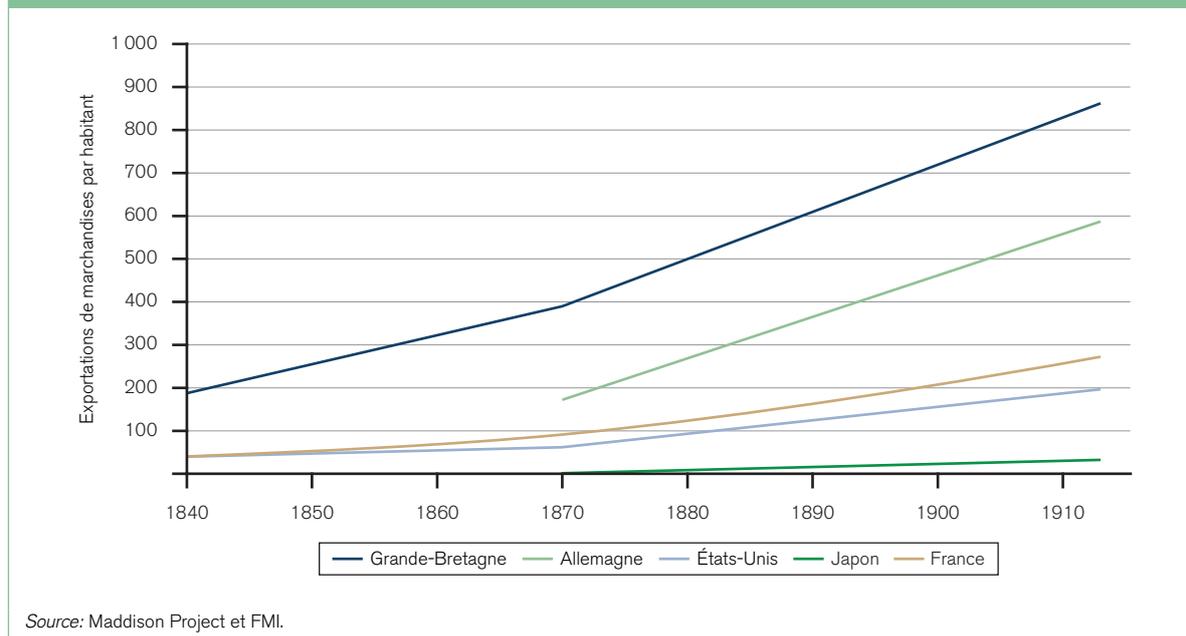
(b) La première vague: les premiers pays industrialisés

Malgré son nom, la révolution industrielle a démarré plutôt modestement. La Grande-Bretagne, qui a été le premier pays à s'industrialiser – avance due en partie à son accès à de vastes marchés coloniaux d'outre-mer et

à l'adoption précoce du libre-échange – a enregistré une croissance économique de moins de 1% par an dans la première moitié du XIX^e siècle, chiffre négligeable au regard des niveaux ultérieurs. C'est seulement lorsque les autres premiers « pays en développement », dont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique et ensuite les États-Unis, ont commencé à rattraper la Grande-Bretagne, après le milieu du XIX^e siècle, que le monde a connu sa première grande période d'expansion économique rapide.

Entre 1870 et 1913, le PIB mondial par habitant a augmenté de 1,3% par an, contre 0,5% entre 1820 et 1870 et 0,07% entre 1700 et 1820 (Maddison, 2001). Pendant toute cette période, le commerce, qui a augmenté quatre fois plus vite que la production mondiale, a été un moteur essentiel de la croissance économique et de la diffusion des techniques, principalement grâce aux innovations en matière de transports et de communications – bateau à vapeur, chemin de fer, câble télégraphique –, mais aussi en raison de l'ouverture des politiques commerciales et de change. Cette période est parfois qualifiée de « premier âge de la mondialisation », mais en réalité, seuls quelques pays européens et leurs anciennes colonies ont alors connu un développement dynamique, tandis que la grande majorité de la population mondiale, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ne progressait que lentement, voire pas du tout. Cette divergence croissante des niveaux de vie et de richesse entre le « centre » de l'économie mondiale qui s'industrialisait rapidement et la « périphérie » préindustrielle a été un trait marquant du

Figure A.2: Exportations de marchandises par habitant de certaines économies, 1840-1913 (\$EU de 1990)



paysage économique mondial pendant une grande partie des deux siècles suivants.

(i) L'abolition des distances

Les innovations techniques du XIX^e siècle dans le domaine des transports et des communications ont été à la fois un effet et une cause du développement économique (voir la figure A.2). À la fin des années 1830, des bateaux à vapeur traversaient régulièrement l'Atlantique et, vers 1850, des services maritimes étaient assurés avec l'Afrique australe et occidentale; avec l'ouverture du canal de Suez en 1869, qui a considérablement raccourci le voyage vers l'Asie, les navires à vapeur transocéaniques ont également assuré des liaisons commerciales avec l'Extrême-Orient, scellant leur domination sur le commerce mondial (Landes, 1969).

Le chemin de fer a été l'autre avancée majeure dans le domaine des transports au début de la révolution industrielle. La ligne Stockton-Darlington, ouverte en 1825, a été la première ligne de fret ferroviaire du monde. D'autres lignes ont rapidement vu le jour, non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi dans le reste de l'Europe, aux Amériques et, à la fin du siècle, en Asie et en Amérique latine. Une ligne transcontinentale a relié la côte est et la côte ouest des États-Unis en 1869 (jouant un rôle majeur, non seulement dans la colonisation de l'Ouest mais aussi dans la liaison du vaste continent américain avec les marchés mondiaux (O'Rourke et Findlay, 2007)). Le chemin de fer Canadien Pacifique a été achevé en 1885, et le Transsibérien en 1903. Pendant la décennie qui a précédé la Première Guerre mondiale, la construction de voies ferrées a explosé en Argentine, en Inde, en Australie,

en Chine et ailleurs, et l'on est passé de 191 000 kilomètres en 1870 à près de 1 million de kilomètres en 1913 (Fogel, 1964). Les progrès de la réfrigération après les années 1830 ont renforcé l'importance de la navigation à vapeur et du rail en permettant le transport de viande réfrigérée et de beurre sur de grandes distances (Mokyr, 1990).

D'autres technologies contribuèrent à la baisse du coût des communications. Le télégraphe apparut au milieu du XIX^e siècle et fut aussi révolutionnaire que les bateaux à vapeur et les chemins de fer, ouvrant la voie à l'ère moderne des communications instantanées. Le premier message télégraphique transatlantique a été envoyé en août 1858, ramenant le temps de communication entre l'Europe et l'Amérique du Nord de dix jours – temps nécessaire pour acheminer un message par bateau – à quelques minutes. À la fin du XIX^e siècle, des câbles britanniques, français, allemands et américains relient l'Europe et l'Amérique du Nord, formant un réseau télégraphique complexe. Grâce aux navires à vapeur transocéaniques qui relient les marchés éloignés, aux chemins de fer qui relient les centres industriels émergents et au télégraphe qui reliait les centres financiers, le commerce et l'investissement ont fait un bond en avant au niveau mondial.

(ii) Une coopération internationale minimaliste

La technologie a été le principal moteur du commerce et de l'intégration dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mais la diffusion des politiques économiques libérales a également joué un rôle. Tout d'abord, la Grande-Bretagne a supprimé unilatéralement bon nombre de ses obstacles tarifaires et de ses restrictions au commerce

entre 1846 et 1860 (lois sur la navigation et sur le blé), donnant une puissante impulsion à l'ouverture du commerce international. Puis, en 1860, elle a négocié avec la France le Traité Cobden-Chevalier qui a réduit les obstacles au commerce entre les deux premières économies mondiales sur la base du traitement de la nation la plus favorisée (NPF) assorti de conditions, ce qui a incité d'autres pays européens à conclure des accords commerciaux bilatéraux similaires. Ensuite, dans les années 1870, toujours sous l'impulsion de la Grande-Bretagne, les grandes économies mondiales ont adopté l'étalon-or et des taux de change fixes, ce qui a peut-être été le pilier le plus important de la stabilité économique mondiale pendant cette période.

Bien que ces arrangements institutionnels aient été centrés surtout sur les pays européens, la place de l'Europe au centre de l'économie mondiale et ses vastes liens impériaux et coloniaux ont fait que d'autres parties du monde ont été automatiquement (et involontairement) entraînées dans l'ordre commercial ouvert qui s'est construit après 1860. Les colonies françaises, allemandes, belges et hollandaises ont adopté les codes douaniers de leur métropole, tandis que la plupart des dépendances britanniques, comme l'Inde, ont appliqué les mêmes droits peu élevés et non discriminatoires à tous les produits importés, britanniques ou étrangers. Quand les pays en développement ont tenté de résister à l'ouverture aux échanges et aux investissements étrangers, les puissances occidentales n'ont pas hésité à faire usage de la force militaire pour imposer l'ouverture des marchés, par exemple lors de la guerre de l'opium anglo-chinoise entre 1839 et 1842 et lorsque l'amiral Perry des États-Unis a obtenu, par la menace de la force, l'ouverture du Japon au commerce occidental en 1853.

Cette combinaison de progrès technique, de diffusion de l'ouverture commerciale et de migrations de masse a favorisé une intégration économique exceptionnelle. L'historien de l'économie Kevin O'Rourke considère même que « l'épisode d'intégration économique internationale le plus remarquable que le monde ait connu à ce jour est la période allant de 1870 à la Grande Guerre ». L'ouverture, c'est-à-dire la part du commerce dans la production, a progressé régulièrement, passant d'à peine 1% en 1820 à 7,6% en 1913, sommet qui n'a pas été dépassé avant les années 1960 (Maddison, 2001).

(iii) *La spécialisation mondiale, préfiguration des chaînes de valeur mondiales*

À la fin du XIX^e siècle, il n'existait d'analogue rien d'aussi complexe que les chaînes de valeur mondiales actuelles, mais on observait déjà des signes de spécialisation internationale, de fragmentation de la production au niveau mondial et de diffusion de l'investissement étranger. Avec l'arrivée de la navigation à vapeur et du chemin de fer, il a soudain été possible d'acheminer de nombreux produits de base jusqu'aux grands centres industriels, et de nouveaux

produits manufacturés ont commencé à inonder le reste du monde.

Le commerce transocéanique des céréales, des métaux, des textiles et d'autres marchandises en vrac – ainsi que des produits manufacturés – s'est répandu dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Pendant cette période, le commerce mondial et la stabilité des taux de change ont permis des sorties massives de capitaux, en particulier de Grande-Bretagne, laquelle exportait environ la moitié de son épargne, mais aussi d'Allemagne et de France. Ces investissements allaient en grande partie dans la construction de chemins de fer aux États-Unis, au Canada, en Russie, en Amérique latine et en Asie, ce qui a renforcé l'intégration économique et accéléré la croissance. La période 1870-1913 a été marquée aussi par des migrations internationales de grande ampleur, 17,5 millions de personnes ayant quitté l'Europe pour les Amériques et l'Australasie, ce qui a cimenté encore plus l'intégration économique mondiale. Le trait le plus frappant de ce système économique mondial émergent est qu'il reposait sur des règles et des accords simples, mais fragiles, et non sur un réseau d'organisations internationales conçues pour « gérer » l'économie mondiale.

L'industrialisation rapide de l'Europe tout au long du XIX^e siècle a été facilitée par l'existence, dans les Amériques, de vastes étendues de terres fertiles qui pouvaient servir à produire les grandes quantités de produits alimentaires nécessaires pour nourrir une population européenne de plus en plus nombreuse, libérant ainsi de la main-d'œuvre et des terres en Europe pour poursuivre l'industrialisation (Pomeranz, 2000). En Grande-Bretagne, malgré une croissance démographique rapide et le manque de terres arables, les prix des denrées alimentaires ont cessé d'augmenter dans les années 1840 et ont commencé ensuite à baisser, grâce entre autres à l'abolition des lois sur le blé, qui avaient imposé des droits élevés sur le blé importé (O'Rourke et Williamson, 1999; O'Rourke et Findlay, 2007).

La baisse des prix des produits alimentaires a profité aux ouvriers de l'industrie et aux consommateurs urbains, contribuant à l'industrialisation et à l'urbanisation, mais elle a désavantagé les propriétaires terriens et les ouvriers agricoles. Dans les années 1870, le secteur agricole britannique employait moins du quart de la population active. La Grande-Bretagne absorbait plus du quart des exportations mondiales, principalement des produits alimentaires et des matières premières, et était le principal exportateur de produits manufacturés et le principal fournisseur de services liés au commerce, comme les services de transport maritime, de financement du commerce et d'assurance.

De même que les agriculteurs des pays industrialisés étaient confrontés à la concurrence accrue des agriculteurs très compétitifs du Nouveau Monde, les petits producteurs et artisans des pays en développement étaient de plus en plus dépassés par les producteurs mieux dotés en

capital et en technologie des pays du Nord en pleine industrialisation, souvent protégés par des barrières tarifaires (par exemple, les lois Calico de 1690-1721 qui protégeaient l'industrie textile britannique contre les importations en provenance de l'Inde) (Bairoch et Kozul-Wright, 1996). Il est peut-être exagéré de dire, comme l'a fait l'historien de l'économie Paul Bairoch, que l'afflux de produits manufacturés européens, en particulier de textiles et de vêtements, a provoqué la « désindustrialisation » du monde en développement, mais il est indéniable que le Nord a continué à renforcer sa domination dans le secteur manufacturier dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La destruction de l'industrie textile indienne en est un exemple frappant, mais un processus analogue s'est produit en Chine, en Amérique latine et au Moyen-Orient (Bairoch et Kozul-Wright, 1996). Selon Bairoch, le monde en développement a vu sa part de la production manufacturière mondiale passer de plus d'un tiers à moins d'un dixième entre 1860 et 1913 (Bairoch, 1982). Ce n'est qu'après le début du XX^e siècle que la domination manufacturière du Nord sur le Sud a commencé à décliner.

(iv) Convergence du centre industrialisé, mais divergence du centre et de la périphérie

Cette « première vague de mondialisation » n'a pas eu une dimension mondiale. Tandis que les premiers pays industrialisés devançaient le reste du monde préindustriel (Pomeranz, 2000), le paysage économique mondial a commencé à changer, avec une disparité entre le « centre » européen de plus en plus axé sur les activités manufacturières et la « périphérie » largement coloniale qui fournissait les matières premières (O'Rourke et Findlay, 2007).

Bien que la spécialisation dans les produits de base ait procuré des avantages économiques importants à certains pays – comme l'Argentine et le Mexique, qui avaient les plus forts taux de croissance du monde dans la seconde moitié du XIX^e siècle –, pour beaucoup d'autres, le progrès économique a été modeste, voire inexistant. La Chine, qui avait la plus grande économie du monde en 1820, a vu son PIB par habitant diminuer de plus de 1% par an entre 1870 et 1913. L'Inde, d'autres pays asiatiques et l'Afrique ont fait un peu mieux, mais leur revenu par habitant a augmenté d'à peine un quart pendant cette période (Maddison, 2001). Cependant, grâce à l'accès à des matières premières peu coûteuses et à de vastes marchés pour leurs produits manufacturés, les pays industrialisés ont pu avancer à un rythme beaucoup plus rapide que le reste du monde, à la fois sur le plan économique et sur le plan technique. En 1860, les trois premiers pays industriels – Grande-Bretagne, Allemagne et États-Unis – produisaient plus du tiers de la production mondiale; en 1913, leur part était d'un peu moins des deux tiers d'un total beaucoup plus grand. En 1820, le PIB par habitant des pays les plus riches était environ trois fois supérieur à celui des pays les plus pauvres; en 1913, le ratio était de 10 à 1 (Maddison, 2001).

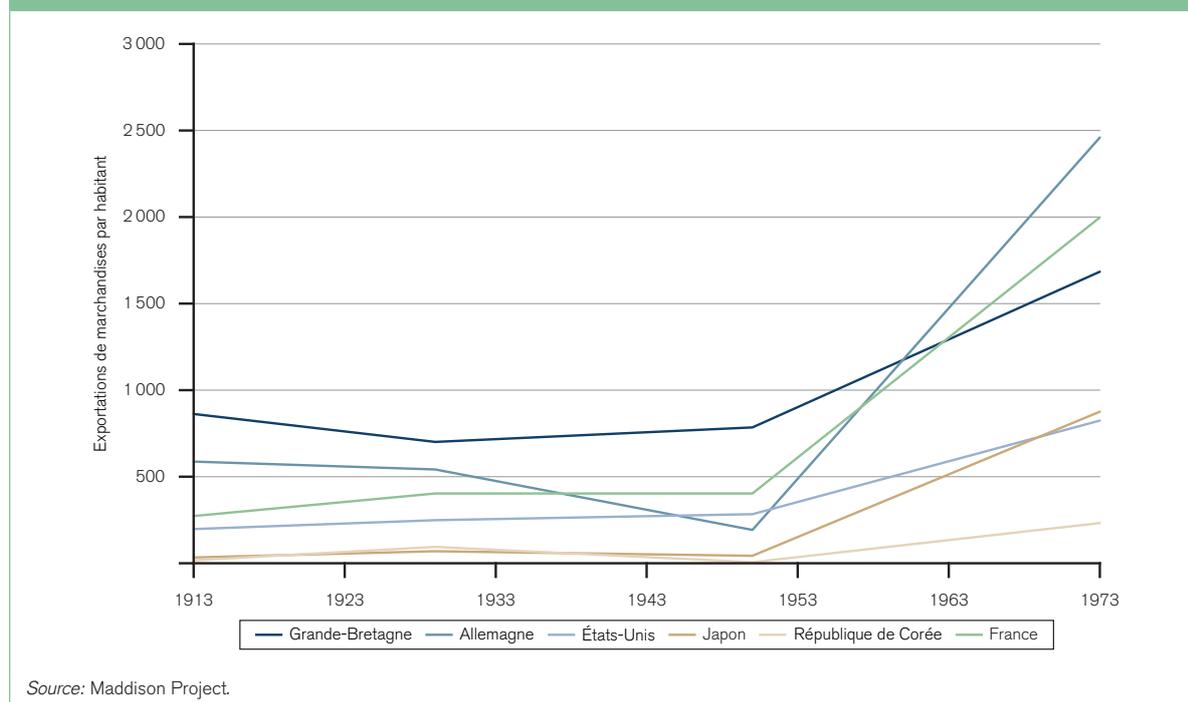
(c) L'entre-deux-guerres: la catastrophe frappe et le développement s'arrête

L'intégration mondiale est inversée entre 1914 et 1945 à la suite d'une série de chocs politiques pour le système international: la guerre, la dépression et le nationalisme économique. Cela a provoqué l'arrêt du développement économique dans de nombreuses régions et une régression en Europe. La croissance de l'économie mondiale a été beaucoup plus lente que pendant la période 1870-1913; le commerce mondial a beaucoup moins augmenté que le revenu mondial, et les inégalités entre les régions ont continué de se creuser (Maddison, 2001). Il y a cependant eu des exceptions. Les États-Unis et les « dominions » britanniques, qui ont pourtant subi de lourdes pertes humaines pendant la guerre et mobilisé des ressources importantes pour l'effort de guerre, ont échappé aux aspects les plus destructeurs du conflit et ont tiré profit de la fourniture à l'Europe d'armes, de munitions et de ressources. Quant à l'Amérique latine et à l'Afrique, elles n'ont été que modérément affectées par la perturbation des échanges mondiaux et ont même profité de la désorganisation temporaire des fournisseurs européens de produits de base.

La Première Guerre mondiale a été une catastrophe totale. Elle a fait 16 millions de morts et 20 millions de blessés. Après la guerre, l'Allemagne a dû verser des réparations importantes, la France a perdu les deux tiers de ses investissements étrangers, et la Grande-Bretagne a subi des pertes considérables dans sa flotte marchande; elle a dû liquider une grande partie de ses investissements à l'étranger et a accumulé une lourde dette extérieure. Les frontières en Europe ont été redessinées: le territoire de l'Allemagne a été réduit, et les empires autrichien, russe et turc ont été démembrés. Cela a créé de nouvelles barrières tarifaires et de nouvelles zones monétaires, désorganisé les routes de transport et causé de graves problèmes de désorganisation et d'ajustement. La guerre a entraîné la chute du PIB de la plupart des pays d'Europe occidentale, surtout de la Belgique, de la France et de l'Autriche. Le PIB des pays d'Europe occidentale n'est revenu à son niveau d'avant-guerre qu'en 1924.

Le monde a cependant tenté de reconstruire l'ordre d'avant-guerre en rétablissant l'étalon-or en 1925 et en lançant de nouvelles négociations commerciales bilatérales en 1927. Mais ces tentatives, pour le moins fragiles, ont bientôt été réduites à néant par la Grande Dépression de 1929-1933. Une série de décisions erronées prises pour faire face à l'effondrement de Wall Street en 1929 ont rapidement abouti à des défauts de paiement généralisés, à la fuite massive des capitaux de l'Europe vers les États-Unis et à l'effondrement de la demande mondiale. Et, grâce à une loi tarifaire malencontreuse des États-Unis, la Loi Smoot-Hawley de 1929-1930, qui a relevé massivement les droits de douane sur les produits importés, le commerce ouvert s'est effondré.

Figure A.3: Exportations de marchandises par habitant pour certaines économies, 1913-1973 (\$EU de 1990)



La vague de protectionnisme commercial déclenchée par l'augmentation des droits de douane aux États-Unis, et exacerbée par la chute des prix à l'importation, a entraîné dans les années suivantes une baisse de plus d'un quart du volume du commerce mondial; le sommet atteint en 1929 n'a été retrouvé qu'en 1950 (Eichengreen et Irwin, 2010). C'est aux États-Unis que la récession économique a été la plus sévère en raison de l'effondrement de leur système financier, mais l'impact de la dépression se fit sentir dans l'ensemble de l'Europe et des Amériques. Le PIB mondial a plus diminué pendant la dépression que pendant la Première Guerre mondiale. En sapant la coopération internationale et en favorisant la montée de régimes militaristes en Allemagne, en Italie et au Japon, la dépression a ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale a été encore plus dévastatrice que la première, faisant plus de 80 millions de morts, détruisant une grande partie de l'Europe et certaines parties de l'Asie et laissant l'économie internationale en ruines. Elle a aussi conduit à la guerre civile en Chine et au démembrement des empires britannique, français et hollandais. Mais, dans d'autres régions, la situation était très différente. Aux États-Unis, par exemple, la production a doublé pendant la guerre (avec une croissance de 13% par an), grâce à la mobilisation pour l'effort de guerre des capacités économiques largement inutilisées après la dépression. La production a augmenté de près d'un quart en Amérique latine, stimulée par la demande de produits de base alimentée par la guerre, et elle a progressé également en Asie et en Afrique.

(d) La deuxième vague de développement, « âge d'or » de la croissance après la guerre

La deuxième vague de développement économique a duré de l'immédiat après-guerre jusqu'au début des années 1970 – période appelée « âge d'or » de la prospérité – avec une augmentation du PIB mondial de 4,9% par an et une croissance encore plus spectaculaire de 7% du commerce mondial. Les États-Unis ont enregistré une croissance de plus de 2,5% par an, consolidant leur position de première puissance économique et industrielle du monde, mais les pays européens ont connu une croissance encore plus rapide, reflétant la marge de redressement importante après la dépression et la guerre et l'énorme potentiel de rattrapage technologique par rapport aux États-Unis (voir la figure A.3).

Toutefois, l'épisode le plus marquant de cet âge d'or a été l'ascension rapide des nouveaux pays industrialisés d'Asie de l'Est, qui ont vite rattrapé leur retard sur l'Occident avancé. Le Japon, « miracle » économique de l'époque, a enregistré une croissance remarquable de 10% par an en moyenne entre 1950 et 1973 – comparable aux taux de croissance récemment enregistrés par la Chine –, en partie parce qu'il se redressait après la guerre, mais surtout parce qu'il rattrapait son retard sur les puissances industrielles (Takatoshi, 1996). Cette ascension tirée par les exportations a constitué un modèle pour l'Asie. À certains égards, la trajectoire de croissance de la République de Corée a été encore plus extraordinaire, car

elle a duré plus longtemps. Figurant parmi les pays les plus pauvres du monde après la guerre de Corée (1950-1953), la République de Corée a enregistré des taux de croissance de 10% par an dans les premières décennies d'après-guerre, de 9% dans les années 1970 et 1980 et de 6,6% dans les années 1990, ce qui représente la croissance soutenue la plus forte de l'histoire, alimentée en grande partie par la croissance encore plus rapide de son commerce. Le ratio des exportations de marchandises au PIB est passé de 0,7% en 1950 à 36,3% en 1998 (Wolf, 2004). D'autres « tigres » asiatiques, comme le Taipei chinois, Hong Kong et Singapour, ont enregistré des taux de croissance tout aussi exceptionnels. Cela a abouti non seulement à l'expansion du « centre » industriel, mais aussi au creusement de l'écart entre les pays riches et les pays pauvres préindustriels.

Après 12 années de guerre de 1937 à 1949, la Chine a connu une croissance quasiment nulle dans les années 1950 et 1960. L'Afrique, qui avait en 1950 un PIB par habitant légèrement supérieur à celui de l'Asie, a enregistré la plus faible croissance du revenu par habitant pendant l'âge d'or, avec un taux de seulement 1,8%. L'Amérique latine, qui avait obtenu de meilleurs résultats que n'importe quelle autre région dans l'entre-deux-guerres, a connu elle aussi une croissance plus modeste pendant l'âge d'or, en partie à cause de régimes commerciaux plus restrictifs.

(i) Un nouvel ordre économique international

Après la guerre, la croissance du commerce a rapidement repris en grande partie grâce au nouvel ordre économique international ancré dans le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a permis le retour progressif à un commerce ouvert, après son effondrement dans l'entre-deux-guerres.

La Guerre froide a anéanti le rêve d'un système économique universel né pendant la guerre, mais la fracture et les problèmes de sécurité qu'elle a causés ont renforcé la solidarité et la coopération au sein de l'alliance occidentale et ont encouragé les pays à éviter les conflits économiques et les politiques du chacun pour soi qui avaient eu des effets si désastreux dans les années 1930. Les États-Unis ont assumé le rôle de leader qu'ils n'avaient pas voulu jouer dans l'entre-deux-guerres. Non seulement ils ont conçu l'ordre de l'après-guerre, mais ils ont apporté une aide substantielle à l'Europe et ils ont encouragé les politiques d'ouverture commerciale et la coopération. Jusqu'aux années 1970, ils ont aussi donné au monde un solide point d'ancrage pour la stabilité monétaire internationale. En outre, les relations Nord-Sud se sont transformées progressivement, passant de la domination coloniale et de l'exclusion à un intérêt accru pour le développement et l'aide financière, renforcé, là aussi, par les enjeux de la Guerre froide.

Mais, outre la fracture de la guerre froide, l'écart entre le monde avancé et le monde en développement a continué de se creuser, conduisant à ce que l'historien de l'économie Lant Pritchett a appelé la « grande divergence » (« *divergence, big time* ») (Pritchett, 1997). Les principaux bénéficiaires de l'ouverture commerciale après la guerre ont été les pays avancés, en particulier les pays européens et les nouveaux pays industrialisés d'Asie, où la croissance du commerce a été de 8,6% et 8% en moyenne, respectivement. L'Amérique latine, qui a résisté davantage à l'ouverture commerciale en s'appuyant sur la production intérieure plutôt que sur les importations, a moins bénéficié de cette expansion sans précédent du commerce. En Afrique, la croissance des exportations a été plus forte qu'en Amérique latine, mais nettement plus faible qu'aux États-Unis, en Europe ou dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie. Quant au bloc soviétique et à la Chine, ils se sont isolés volontairement de l'économie mondiale de plus en plus ouverte et intégrée.

(ii) La révolution technologique se poursuit

L'expansion rapide du commerce après la guerre a été favorisée aussi par les nouvelles avancées technologiques dans les transports et les communications, dont beaucoup ont eu lieu à la faveur de la guerre. Parmi les innovations dans le domaine du transport maritime, il y a eu le développement de mécanismes de transmission turboélectrique et le remplacement des chaudières au charbon par des moteurs diesel. En 1914, la quasi-totalité de la flotte marchande mondiale était composée de bateaux à vapeur brûlant du charbon, mais cette proportion était tombée à 70% dans les années 1920 et à moins de 50% dans les années 1930, et elle n'était plus que de 4% en 1961. La fermeture du canal de Suez en 1956-1957, puis en 1965, a amené les transporteurs maritimes à investir dans des pétroliers et des vraquiers spécialisés de grande dimension et dans les installations portuaires nécessaires pour les accueillir, afin de réduire le coût du transport sur des routes plus longues. Les superpétroliers modernes sont plus de 30 fois plus gros que leurs prédécesseurs d'après-guerre, et les vraquiers se sont développés presque aussi rapidement, permettant de transporter de façon plus économique des produits de base et d'autres marchandises pondéreuses de faible valeur sur de grandes distances.³

L'apparition des porte-conteneurs après les années 1960 a aussi fait baisser le coût du transport maritime de vrac, bien que les gains réalisés dans les années 1970 et 1980 aient été annulés en partie par la hausse des prix des carburants. Selon l'historien de l'économie David Hummels, les prix du transport maritime sont restés pratiquement inchangés entre 1952 et 1970; ils ont fortement augmenté entre 1970 et le milieu des années 1980, puis ils ont régulièrement baissé durant les 20 années suivantes (Hummels, 2007). Les réseaux ferroviaires se sont aussi développés rapidement, notamment entre les deux guerres mondiales, en particulier dans les pays

en développement, et les locomotives à vapeur ont été progressivement remplacées par des locomotives diesel et électriques. La généralisation des véhicules automobiles, qui a commencé dans l'entre-deux-guerres, a également transformé le transport terrestre des voyageurs et des marchandises. Limités initialement au transport de passagers dans les zones urbaines, les grands véhicules motorisés ont rapidement été utilisés sur les routes menant aux grands axes ferroviaires, qu'ils ont fini par concurrencer. Le transport aérien de marchandises a été une autre avancée majeure, qui a commencé avec l'augmentation de la demande en temps de guerre, de sorte que le prix du fret aérien a été divisé par dix depuis 1950. En conséquence, selon Hummels, le transport aérien, qui ne représentait qu'une part insignifiante du commerce en 1950, représente aujourd'hui le tiers des importations des États-Unis en valeur et la moitié de leurs exportations hors d'Amérique du Nord (Hummels, 2007).

(iii) *L'ascension des entreprises multinationales, prélude à la production mondialisée*

Le paysage économique de l'après-guerre est caractérisé par l'importance croissante des entreprises multinationales, favorisée par l'essor des investissements étrangers directs. Les multinationales ne sont pas une invention du XX^e siècle. Les entreprises transnationales, comme la Compagnie hollandaise des Indes orientales ou la Compagnie britannique des Indes orientales, ont joué un rôle essentiel dans la domination coloniale européenne en Asie et dans d'autres régions, dès le XVIII^e siècle. Le développement des transports, du commerce et de l'investissement au XIX^e siècle n'a fait qu'accélérer cette tendance. Mais, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, l'activité des entreprises multinationales a connu une expansion spectaculaire, grâce à la domination commerciale des États-Unis et à l'internationalisation croissante des échanges et en particulier des investissements, qui ont augmenté plus vite (mais aussi de façon plus irrégulière) que la production ou le commerce international après 1945.

Les multinationales américaines ont fortement dominé l'investissement étranger au cours des 20 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, mais les entreprises européennes et japonaises ont commencé à jouer un rôle de plus en plus important. L'expansion considérable de l'investissement international a eu lieu principalement entre les pays industriels avancés. Mais les multinationales ont aussi étendu leur activité dans les pays en développement tout au long de cette période, le stock de capitaux étrangers passant de 4% à 22% du PIB des pays en développement entre 1950 et 1973. À mesure que les multinationales élargissaient leur rayonnement dans le monde et renforçaient leurs liens réciproques, l'activité commerciale est devenue de plus en plus internationalisée, ce qui a jeté les bases d'une spécialisation internationale toujours plus grande et de l'essor des chaînes de valeur mondiales.

(iv) *La grande divergence s'accroît*

Tandis que les États-Unis continuaient de croître, que l'Europe se redressait rapidement et que les tigres asiatiques faisaient la course pour rattraper leur retard, l'écart de richesse et de revenu entre les pays industriels avancés et le monde en développement ne cessait de se creuser. En 1970, les pays les plus riches avaient un PIB par habitant 30 fois supérieur à celui des plus pauvres, alors que le ratio n'était que de 3 pour 1 un siècle plus tôt. Jamais encore le monde n'avait connu de telles différences de revenu et de richesse (Pomeranz, 2000). La « grande divergence » s'accroissait.

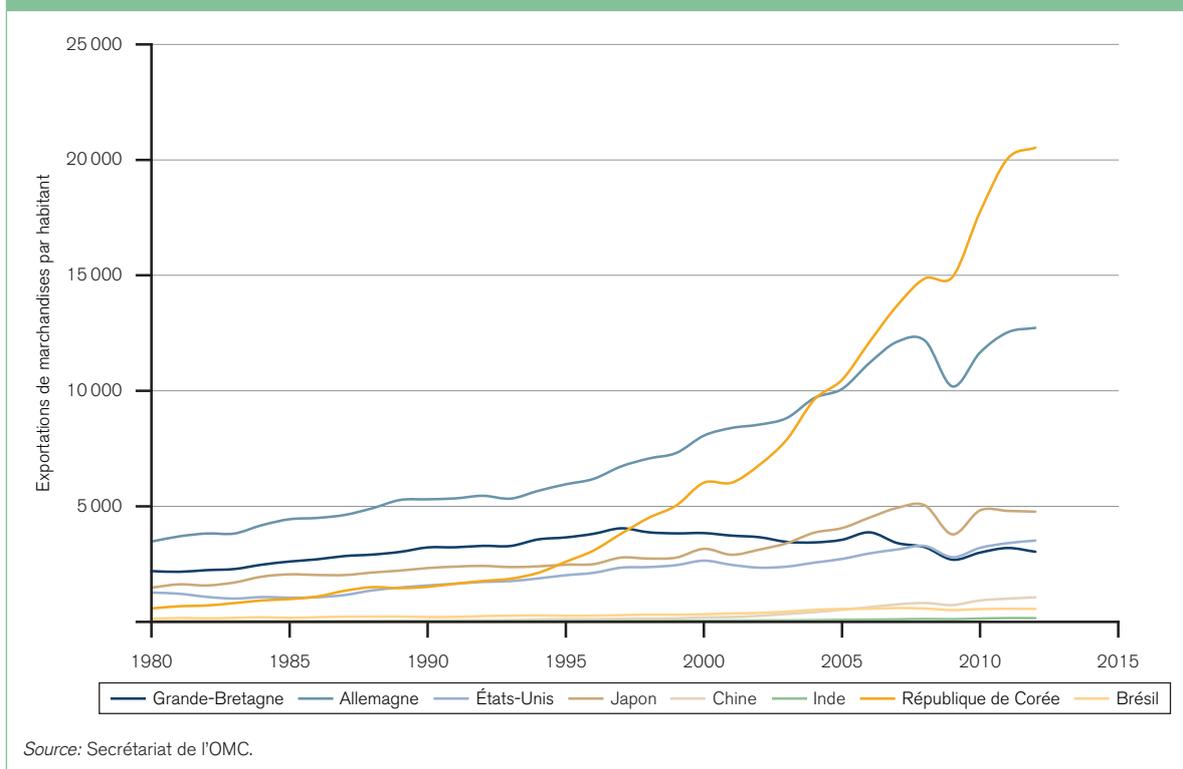
Certains économistes, notamment Raul Prebisch, ont avancé que les pays de la périphérie étaient piégés de manière permanente dans un cycle de sous-développement en raison des déséquilibres structurels de l'économie mondiale et que, pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres, il fallait réformer radicalement le système international et les politiques industrielles nationales. Ils proposaient, entre autres, de protéger les industries naissantes contre la concurrence étrangère et d'encourager les investissements entrants et le transfert de technologie, politiques que, selon eux, de nombreux pays avancés avaient aussi appliquées pour promouvoir leur développement économique et technologique. Ces idées ont guidé les stratégies industrielles des pays en développement pendant toute une génération, ainsi que les règles du GATT appelées « traitement spécial et différencié », qui prévoyaient des obligations moindres, des périodes de mise en œuvre plus longues et un accès aux marchés plus avantageux, pour les pays en développement après les années 1960.

(e) La troisième vague de développement: l'ère de la mondialisation

Depuis la fin des années 1980, le monde connaît un cycle de développement économique, le plus vaste à ce jour (voir la figure A.4). Ce cycle est caractérisé principalement par la croissance spectaculaire des marchés émergents, avec l'ascension vertigineuse de géants économiques tels que le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines. Quand, entre 1950 et 1973, le Japon a enregistré une supercroissance de plus de 10% par an, le reste de l'Asie n'a progressé que de 2,6%. Entre 1973 et 2000, le reste de l'Asie a progressé deux fois plus vite que le Japon et, dans les années 1990, cette progression a été quatre fois plus rapide.

À partir des années 1980, 7 économies asiatiques (Chine; Hong Kong, Chine; Malaisie; Singapour; République de Corée; Taipei chinois; et Thaïlande) ont connu une croissance moyenne de 8% par an pendant plus de 25 ans (Commission sur la croissance, 2008), développement d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent dans l'histoire. Aux États-Unis, la croissance a été légèrement

Figure A.4: Exportations de marchandises par habitant pour certaines économies, 1980-2012 (\$EU de 1990)



plus faible après le début des années 1970, avec un taux moyen de 2,4%, que dans la période de l'après-guerre. En Europe et au Japon, le rattrapage rapide du niveau de revenu par habitant des États-Unis pendant l'âge d'or (entre la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1970), avait pris fin, pour la plupart des pays, au début des années 1990. Le PIB de l'Europe occidentale a augmenté de 2,1% par an entre 1973 et 1998, contre 4,8% entre 1950 et 1972, et sa progression a été encore plus faible durant la première décennie du XXI^e siècle. Là encore, l'expansion du commerce a reflété et renforcé cette phase de croissance mondiale.

(i) L'ordre de l'après-guerre se mondialise

Alors que la structure du système international a peu changé depuis la période de l'après-guerre, sa portée et sa composition se sont profondément modifiées. La conclusion du Cycle d'Uruguay du GATT et la création de l'OMC en 1994 ont été le point culminant d'un demi-siècle d'évolution, approfondissant les règles et les pratiques existantes, tout en intégrant dans le système commercial fondé sur des règles des secteurs entièrement nouveaux tels que les services et la propriété intellectuelle. Le nombre de Membres a fortement augmenté pendant cette période. Alors que le GATT ne comptait que 23 Membres en 1947, l'OMC en compte aujourd'hui 160, dont les trois quarts sont des pays en développement, y compris la Chine et la Russie.

(ii) L'essor des chaînes de valeur mondiales

L'essor des chaînes de valeur est l'une des principales caractéristiques de l'économie mondiale actuelle, plus ouverte et plus intégrée. De même que la baisse rapide des coûts de transport au XIX^e siècle avait entraîné le «premier dégroupage» de la mondialisation, avec la séparation géographique des usines et des consommateurs, la nouvelle vague de technologies intégrantes (conteneurisation, fret aérien, télécommunications, informatique) conduit actuellement, selon Richard Baldwin, au «deuxième dégroupage», en permettant de réaliser la plupart des opérations de fabrication en des lieux différents (Baldwin, 2011).

La fabrication est de plus en plus gérée par le biais de chaînes d'approvisionnement mondiales complexes, véritables usines mondiales qui localisent les différentes phases de la production là où le rapport coût-efficacité est le meilleur. Ce processus n'aurait pas pu avoir lieu sans la prolifération des entreprises multinationales qui, grâce à leur rayonnement mondial, peuvent coordonner la production et la distribution à travers de nombreux pays. Pour accroître l'efficacité et optimiser les profits, les multinationales implantent les activités de recherche, de développement, de conception, d'assemblage, de production de pièces, de marketing et de marque dans de nombreux pays à travers le monde. Alors qu'en 1969, il n'y avait pas plus de 7 000 multinationales, on en

comptait 24 000 en 1990, et on en compte aujourd'hui 111 000, c'est-à-dire que leur nombre a été multiplié par 16 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2013). Le commerce transfrontières entre les entreprises multinationales et leurs filiales – ou commerce intragroupe – représente actuellement la majeure partie du commerce international des marchandises et des services.

Les chaînes de valeur mondiale ont une incidence sur la stratégie des entreprises mais aussi sur celle des pays. Étant donné que les pays participant aux chaînes de valeur ne peuvent accroître leurs exportations qu'en proportion directe de l'accroissement de leurs importations, les gouvernements ont un rôle clé à jouer en adoptant des politiques qui renforcent et facilitent la « connectivité », notamment en abaissant unilatéralement les obstacles au commerce et en réduisant le coût des transactions et de la logistique. L'importance croissante des chaînes de valeur mondiales explique pourquoi la Chine, par exemple, est devenue le premier fabricant mondial au cours de la dernière décennie, ses usines important des pièces et des composants – principalement d'Asie de l'Est, mais aussi d'autres pays – pour les assembler en produits finaux.

(iii) La résurgence des produits de base?

La demande croissante de produits alimentaires et de matières premières résultant de l'industrialisation et de l'urbanisation rapides a provoqué un boom mondial – ou supercycle – des produits de base, qui a commencé à la fin des années 1990 et a atteint son apogée en 2011. Les hausses de prix ont concerné tous les produits de base, mais surtout ceux qui étaient les plus demandés en Chine par le secteur manufacturier et le secteur d'exportation en pleine expansion. Certains estiment que le déséquilibre des termes de l'échange existant depuis longtemps entre les pays exportateurs de produits manufacturés et les pays exportateurs de produits de base est en train de s'inverser et que la hausse récente des prix des produits de base traduit probablement un changement structurel plus profond dans l'économie mondiale, qui continuera à profiter aux pays en développement. Mais d'autres pensent que le supercycle

des produits de base n'est que l'exemple le plus récent de l'alternance typique de phases de hausse et de baisse des prix des produits de base et que des signes de décélération de la demande et des prix – hâté par le ralentissement de l'économie chinoise et l'autosuffisance énergétique grandissante des États-Unis – sont déjà évidents.

(iv) Une grande convergence?

Les deux derniers siècles ont été les plus dynamiques de toute l'histoire de l'économie mondiale. Pour de nombreux pays en développement, les dernières décennies ont été particulièrement favorables à la croissance, au point que la « grande divergence » semble laisser la place à une « grande convergence ». En l'espace d'une génération, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale et le premier exportateur du monde; l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et d'autres économies émergentes – représentant la moitié de la population mondiale – ont également atteint des taux de croissance historiquement élevés. Comme l'a dit Michael Spence, nous ne sommes ni à la fin ni au début d'un processus, mais plutôt au cours d'une révolution industrielle qui entre dans son troisième siècle (Spence, 2011). Ce processus de développement qui s'étend, progresse et s'accélère rapidement a été possible parce que l'économie mondiale est devenue plus ouverte et plus intégrée. L'ouverture économique a elle-même reposé sur la solidité et la résilience du système international, sur sa capacité d'intégrer de nouveaux géants, de résister aux chocs et de promouvoir la coopération et la cohérence.

Mais, si le développement et la convergence économiques au niveau mondial offrent des avantages et des possibilités immenses, notamment aux économies qui émergent rapidement, ils comportent aussi des coûts et des risques. Le *Rapport sur le commerce mondial 2014* évalue ces possibilités et ces risques, liés aux quatre grands facteurs commerciaux qui influent actuellement sur le développement: la montée de nouvelles puissances économiques, l'expansion des chaînes de valeur mondiales, l'importance croissante du commerce des produits de base et l'intégration et la volatilité croissantes de l'économie mondiale.

Notes

- 1 Dans le présent rapport, les économies émergentes sont un sous-ensemble des économies en développement, comprenant tous les membres du G-20 qui ne sont pas des pays développés. Les groupes de pays sont définis de façon plus précise dans le tableau B.1 de l'appendice.
- 2 Cette notion de grandes phases de développement économique s'inspire en grande partie des travaux de référence de l'historien de l'économie Angus Maddison (Maddison, 1998).
- 3 Les pétroliers, dont la capacité moyenne était de 16 000 tonnes de port en lourd (tpl) au début des années 1950, dépassaient 100 000 tpl en moyenne dans les années 1990, voire 500 000 tpl dans le cas des « superpétroliers » pouvant transporter plus de 3 millions de barils de pétrole (Lundgren, 1996).